



Convention 2018

Entre :

Le Département du Bas-Rhin, représenté par Monsieur Frédéric BIERRY, Président du Conseil Départemental du Bas-Rhin, dûment habilité par la délibération en date du 11/12/2017 de la séance plénière du Conseil Départemental,

ci-après dénommé « le Département »,

Et

Le bénéficiaire : L'association « Les Piverts » - association à but non lucratif, sise à LOHR, 9 rue de Pétersbach, inscrite au Tribunal d'instance de Saverne – Registre des associations sous le n°1215 – volume XXXJ, représentée par sa Présidente, Madame Nicole PERRIN,

ci-après dénommée « l'association ».

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

EXPOSE

Dans un souci de sécurité des usagers entre autre, le Département soutient des actions de sensibilisation et de recensement des zones d'écrasement des batraciens sur les routes lors de leur migration. Cette action porte en particulier sur les sites où ces phénomènes sont de grandes ampleurs, et ont des conséquences sur la faune, et sur le comportement des conducteurs sur ces tronçons de routes départementales.

Depuis 1990, le Département soutient des actions de sensibilisation et de recensement des zones d'écrasement des batraciens sur les routes lors de leur migration. A cet effet, il met des filets à disposition des associations, et les centres techniques du département participent à la pose des dispositifs de protection et/ou de signalisation, qui permettent à cette migration printanière de se dérouler sans compromettre la sécurité routière (une trentaine de sites par an).

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de préciser :

- la participation financière et matérielle du Département pour la sauvegarde des batraciens en 2018,
- les conditions et les modalités d'intervention de l'association dans le cadre de la campagne de sauvegarde des amphibiens en 2018,
- les modalités de l'accompagnement de ces interventions bénévoles par le Département.

Article 2 : Description des opérations

Cette convention établie entre le Département et l'association « Les Piverts » porte sur la sauvegarde des batraciens en 2018 sur le site d'*Eschbourg*, **D 178**.

Sur ce site, l'Unité Technique du Département du Bas Rhin concerné, assurera la pose et la dépose des filets protecteurs ainsi que la signalisation.

Sur ce site, 10 personnes membres de l'association sont susceptibles d'intervenir simultanément.

Une carte de ramasseur nominative sera attribuée à chaque bénévole par le Service Milieux Naturels du Secteur de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire du Département. Elle permettra d'identifier les personnes membres des associations agissant dans le cadre de l'opération batracien.

Article 3 : La participation financière : montant de l'aide et modalités de versement

L'aide financière du Département s'élève à la somme totale de **3 000 €**.

Le versement de cette aide interviendra pour moitié à la signature de la convention, à compter de la plus tardive des signatures des parties, et le solde à la remise du rapport final et sur production d'un mémoire récapitulatif.

Article 4 : La participation matérielle du Département

Le Département met à disposition le matériel nécessaire au suivi des batraciens, à savoir des seaux, des filets rigides à mailles fines et des gilets de signalisation individuelle, conformément à la norme EN 471 classe 2 dans la limite des stocks prévus.

En outre, le Département signalera à ses Services Techniques Territoriaux et Unités Techniques concernées, le nombre, la localisation et la spécificité des sites à équiper d'un dispositif. Des panneaux de signalisation réglementaires ainsi que des filets protecteurs seront aussi mis en place par ces Unités Techniques qui assureront aussi la dépose du dispositif sur les sites visés à l'article 2.

Article 5 : Obligations à la charge de l'association

L'association s'engage :

- à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'objet défini à l'article 1^{er},
- à assurer la maintenance courante des filets et de la signalisation durant l'ensemble de la période migratoire, comme pour tout autre intervenant sur les RD :
 - o néanmoins, en cas de détériorations graves des éléments de signalisation, l'association doit signaler à l'Unité Technique concernée d'éventuels problèmes de signalisation en cours d'opération,
 - o l'association prendra l'attache de l'Unité Technique concernée pour convenir des modalités de pose des filets et de la signalisation routière. Cette signalisation devra être effective dès le début des interventions sur les sites et être maintenue pendant toute la durée de la campagne, jusqu'à la dépose des dispositifs de protection.
- à ne pas reverser ou employer tout ou partie de l'aide financière au bénéfice d'une autre personne juridique.
- à faciliter le contrôle par les services du Département de la réalisation de l'objet défini à l'article 1^{er}, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables :
 - o à fournir, avant le 1^{er} mai de l'année suivant la clôture de l'exercice comptable du bénéficiaire, un bilan et un compte de résultat, conformes au plan comptable général révisé, certifiés conformes par le président ou par le commissaire aux comptes si sa désignation est obligatoire,
 - o à désigner, si l'ensemble des aides publiques perçues par le bénéficiaire excède 153 000 euros, un commissaire aux comptes et un suppléant (articles L 612-4 et D 612-5 du Code de commerce).

L'association et ses membres s'engagent à respecter les règles de sécurité afférentes à la circulation routière, à savoir en particulier :

- port d'un gilet de signalisation individuelle obligatoire, conforme à la norme EN 471 classe 2 , pour l'ensemble des personnes intervenant, même pour une courte durée, sur le bord de la chaussée,
- les véhicules ne devront pas stationner sur les bas-côtés de la route ou alors être équipés de bandes fluorescentes ou rétro-fléchissantes rouges et blanches, conformément à l'arrêté ministériel du 20 janvier 1987.

En application du règlement de voirie départemental et notamment de son article 14, il est demandé à l'association de procéder à la remise en état de l'accotement lors de la dépose du dispositif à la fin de la campagne.

Par ailleurs, la mise à disposition du matériel est conditionnée au strict respect des mesures de sécurité décrites dans cet article.

Pour rappel, les opérations de sauvegarde sur les sites non listés dans cette convention sont formellement interdites. Le Département sera en droit de demander la dépose des dispositifs de protection, non listés à l'article 2.

Enfin, il convient de rappeler que l'accueil du public sur les sites (visites guidées) est soumis à l'accord préalable du Département et aux mêmes règles de sécurité que les opérations de la campagne de sauvegarde. Ce type de manifestation fera l'objet d'une demande d'accord préalable à faire parvenir au Service Milieux Naturels du Département et à l'Unité Technique concernée, au moins un mois avant la date prévue. Ces visites ne peuvent être organisées, qu'à titre exceptionnel, après accord du Département délivré dans un délai de 15 jours après réception de la demande d'accord.

Pour toutes les opérations liées à la campagne de sauvegarde, les membres de l'association se référeront aux fiches spécifiques à chaque site réactualisées en 2014, précisant le plan de stationnement et de signalisation, ainsi qu'aux fiches de sécurité rappelant les consignes techniques et sécuritaires.

L'association assumera la responsabilité de la transmission et du respect de l'ensemble de ces consignes et recommandations à l'ensemble des bénévoles qui interviennent sur ces sites.

Article 6: Durée et délai d'exécution de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa signature et s'achèvera au 31 décembre 2018.

Les actions, objet de la présente convention, devront donc être réalisées au plus tard le 31 décembre 2018.

Article 7 : Information et communication

L'association bénéficiaire du soutien du Département dans les conditions fixées par la présente convention s'engage, dans le cadre de ses actions habituelles de communication, à informer du soutien du Département dans tous les supports qu'il utilise ainsi que par le biais de ses rapports avec les différents médias.

Cette information doit se matérialiser par la présence du logotype du Département sur les documents édités par l'association et par tout autre moyen de communication adapté à la circonstance (mise en place de banderoles ou de calicots, mise à disposition d'un espace dans un programme, annonce sonorisée, insertion de liens Internet, etc.). Pour ces actions et pour l'insertion du logotype du Département, l'organisme pourra prendre utilement contact auprès de sa Direction de la communication.

Le Département devra être informé de toute manifestation publique organisée dans le cadre du projet soutenu.

Article 8 : Interruption et reversement de l'aide financière

Le défaut total ou partiel du respect des clauses stipulées dans la présente convention par l'association pourra, quelle que soit la cause, avoir pour effets :

- l'interruption du versement de l'aide financière du Département ;
- la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués ;
- la non prise en compte des demandes d'aide financière ultérieurement présentées par l'association.

Article 9 : Avenant

La présente convention peut être modifiée à tout moment par voie d'avenant signé entre les parties et à l'initiative de chacune d'elle.

Article 10 : Résiliation

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements respectifs prévus par la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet.

Article 11 : La responsabilité

Chacune des parties sera responsable des dommages trouvant leur origine dans les opérations dont il a la direction et/ou la surveillance.

Article 12 : Election de domicile

Pour l'exécution de la présente convention et de ses suites, les cocontractants élisent domicile au siège du Département.

ARTICLE 13 : Contentieux

Pour tout litige relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente convention, le tribunal administratif de Strasbourg sera le seul compétent mais uniquement après échec d'une tentative de conciliation amiable.

Fait à Strasbourg, le

En deux originaux dont un pour le Département du Bas-Rhin et un pour l'association.

Pour le Département,

Pour l'association,

Le Président du Conseil Départemental,

La Présidente de l'Association les Piverts,

Frédéric BIERRY

Nicole PERRIN